



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 1^{ER} OCTOBRE 2018

Ouverture de la séance : 20H14.

Etaient présents : Bernard CHATAIN, Gérard GRANGE, Ginette COQUET, Michel JARICOT, Danielle CREPEAU AUGROS, Bruno ROBIN, Sylvie BROYER, Patrick FONTES, Mireille BROSE-AVITABILE, Robert PERRIER-DAVID, Jean TRUFFET, Caroline BAYART (arrivée en cours de séance), Daniel ABAD, Pascal TRILOFF, Catherine CERRO, Olivier PICOT, Béatrice BOUTEMY, Marie-France PILLOT.

Caroline BAYART arrivée en cours de séance n'a pas pris part au vote du premier point inscrit à l'ordre du jour.

Membres absents ayant donné pouvoir : Véronique LACOSTE donne pouvoir à Béatrice BOUTEMY, Valérie CHIPIER donne pouvoir à Bernard CHATAIN, Monique TALEB donne pouvoir à Sylvie BROYER, Christophe LASNIER donne pouvoir à Olivier PICOT, James PEDRON donne pouvoir à Pascal TRILOFF.

Membres absents : Gaëlle HOUSSAYE, Martine CHIPIER.

Secrétaire : Marie-France PILLOT.

Le compte-rendu du Conseil municipal du mercredi 9 juillet 2018 est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance, Madame Marie-France PILLOT, Conseillère.



FINANCES

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°2 AU BUDGET COMMUNAL 2018.

Monsieur le Maire expose que :

- Les prévisions établies au chap. 012 (charges de personnel et frais assimilés) sont insuffisantes. Il est donc demandé au Conseil municipal de se prononcer sur une augmentation des crédits du compte 64111 de 21 000 € ainsi que des crédits du compte 64131 de 19 000 € soit un total de 40 000 € au chap. 012 (dépenses de fonctionnement),

- Les dépenses associées à la procédure de révision du PLU (frais de reproduction et frais d'insertion – compte 202 – chap. 20 – dépenses d'investissement) doivent encore être réévaluées à hauteur de 6 000 €. De plus, la nouvelle imputation budgétaire de deux mandats de 2017 associés à la procédure de révision du PLU inclut de nouvelles dépenses sur l'exercice 2018 au même compte à hauteur de 5 541.47 €. En ce sens, il est proposé d'augmenter les crédits prévus au compte 202 de 11 550 €. En outre, la ré-imputation comptable des mandats d'investissement sur exercice antérieur induit parallèlement des recettes d'investissement aux comptes 2033 et

2031. Il est donc proposé d'augmenter les crédits du compte 2031 de 5 400 € et ceux du compte 2033 de 150 € (recettes d'investissement),

- Les frais d'études portant sur le réseau d'éclairage du stade de football (450 €) ayant donné lieu à des travaux, il convient de les intégrer au compte d'imputation définitif. Cette intégration induit une dépense d'investissement (compte 2158 – chap.041) et une recette d'investissement (compte 2031 – chap. 041).

- Le rattrapage des subventions d'équipement transférables depuis 2010, c'est-à-dire depuis que la commune a l'obligation d'amortir ses immobilisations, nécessite d'abonder le chap. 041 en dépenses d'investissement ainsi qu'en recettes d'investissement. Cela permettra de régulariser les écritures passées entre 2010 et 2016. De plus, pour démarrer l'amortissement de ces subventions, il convient de créditer les comptes 139151 et 139158 (chap. 040 – dépenses d'investissement) ainsi que le compte 777 (recettes de fonctionnement).

- Certains biens associés à des équipements pour aire de jeux auraient dû faire l'objet d'un démarrage d'amortissement depuis plusieurs années mais les immobilisations correspondantes n'étaient pas enregistrées au bon compte. Afin de permettre de régulariser cette anomalie, il convient de créditer les comptes 28128 et 28181 – recettes d'investissement et parallèlement le compte 6811 – dépenses de fonctionnement.

Considérant les éléments susmentionnés, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
compte	chapitre	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
64111	012	020	Rémunération principale	R	+ 21 000 €
64131	012	020	Rémunérations	R	+ 19 000 €
023	023	020	Virement à la section d'investissement	O	- 47 350 €
6811	042	01	Opérations d'ordre de transfert entre sections - Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	O	+ 8 750 €
TOTAL					+ 1400 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
compte	chapitre	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
777	042	01	Opérations d'ordre de transfert entre sections – quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	O	+ 1 400 €
TOTAL					+ 1400 €

SECTION D'INVESTISSEMENT						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
compte	chapitre	Opération	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
139151	040		01	Opérations d'ordre de transfert entre sections - GFP de rattachement	O	+ 700 €
139158	040		01	Opérations d'ordre de transfert entre sections – Autres groupements	O	+ 700 €
2158	041		412	Opérations patrimoniales - Autres installations, matériels et outillage techniques	O	+ 450 €

1323	041		823	Opérations patrimoniales - Départements	O	+ 4 010 €
1323	041		01	Opérations patrimoniales - Départements	O	+ 16 650 €
13251	041		01	Opérations patrimoniales – GFP de rattachement	O	+ 2 005 €
13258	041		01	Opérations patrimoniales – Autres groupements	O	+ 2 005 €
202	20		020	Immobilisations incorporelles - Frais de réalisation des documents d'urbanisme et de numérisation du cadastre	R	+ 11 550 €
2313	23	326	251	Immobilisations en cours – constructions	R	- 46 000 €
		TOTAL				- 7 930 €

		SECTION D'INVESTISSEMENT				
		RECETTES D'INVESTISSEMENT				
compte	chapitre	opération	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
021	021		020	Virement de la section de fonctionnement	O	- 47 350 €
28128	040		01	Opérations d'ordre de transfert entre sections – Autres agencements et aménagements de terrain	O	+ 1000 €
28181	040		01	Opérations d'ordre de transfert entre sections – Installations générales, agencements et aménagements divers	O	+ 7 750 €
1313	041		823	Opérations patrimoniales - Départements	O	+ 4 010 €
1313	041		01	Opérations patrimoniales - Départements	O	+ 16 650 €
13151	041		01	Opérations patrimoniales - GFP de rattachement	O	+ 2 005 €
13158	041		01	Opérations patrimoniales - Autres groupements	O	+ 2 005 €
2031	041		412	Opérations patrimoniales - Frais d'études	O	+ 450 €
2031	20		020	Immobilisations incorporelles - Frais d'études	R	+ 5 400 €
2033	20		020	Immobilisations incorporelles - Frais d'insertion	R	+ 150 €
		TOTAL				- 7 930 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver cette Décision Modificative n°2 au budget primitif 2018 dans les conditions susmentionnées.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** les modifications proposées,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables se rapportant à la décision modificative n°2 au budget primitif 2018.



ENFANCE-JEUNESSE

OBJET : CONVENTIONS ENTRE L'OGEC DE L'ECOLE PRIVEE SAINT-JULIEN ET LA COMMUNE DE SOUCIEU EN JARREST.

Vu la délibération n°2014-10-20/08 du Conseil Municipal de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la convention d'objectifs passée le 22 octobre 2014 entre la Commune de Soucieu-en-Jarrest et l'OGEC de l'école privée Saint-Julien,

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, propose au Conseil municipal de signer deux nouvelles conventions distinctes entre l'OGEC de l'école privée Saint-Julien et la Commune de Soucieu-en-Jarrest :

- 1- La convention d'objectifs qui régit le contrat d'association, le calcul et le versement du forfait communal.

La Commune versera à l'association une subvention annuelle au titre des dépenses de fonctionnement de l'école conformément à la législation en vigueur.

- 2- Une convention portant sur la mise à disposition de personnel.

La commune met à disposition au minimum 50% du personnel nécessaire à l'accompagnement des enfants jusqu'au self.

Lors des déplacements, les agents et les enfants de l'école Saint-Julien sont placés sous l'autorité de la commune et doivent respecter les règles de fonctionnement du service Pôle Enfance.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions avec effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 3 ans.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, décide de procéder à un vote à main levée séparé pour chaque convention.

Dans un premier temps, la convention d'objectifs qui régit le contrat d'association, le calcul et le versement du forfait communal est soumise au vote du Conseil municipal.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs qui régit le contrat d'association, le calcul et le versement du forfait communal,
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget de fonctionnement compte 6558 fonction 213.

Dans un second temps, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la convention portant sur la mise à disposition de personnel.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention portant sur la mise à disposition de personnel,

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents s'y rapportant,

Dans les conditions suivantes :

Pour : 19,

Contre : 0,

Abstentions : 4.



BIBLIOTHEQUE

OBJET : PROJET D'EXTENSION DES HORAIRES D'OUVERTURE DE LA BIBLIOTHEQUE – DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC.

Madame Mireille BROSSE-AVITABILE, Conseillère municipale déléguée, rappelle au Conseil municipal que la bibliothèque Eclats de Lire enregistre une forte fréquentation, très familiale, tous les jours d'ouverture - souvent en lien avec les activités du quartier. Un quart de la population de la commune fréquente activement la bibliothèque, surtout les enfants et les jeunes parents.

Les horaires d'ouverture actuels, étendus au maximum des capacités du personnel -soit 17h hebdomadaires auxquelles viennent s'ajouter 13h consacrées à l'accueil des collectivités- ne permettent pas toujours l'accès à la bibliothèque pendant les périodes de disponibilité des habitants, et en particulier des actifs.

Les pistes d'amélioration se basent sur les constatations des bibliothécaires, les demandes exprimées par les usagers, et un questionnaire diffusé au niveau du réseau intercommunal des bibliothèques :

- D'une part, les bibliothécaires ont identifié des demandes récurrentes d'ouverture, pour le prêt ou pour simplement passer un moment de lecture sur place ou d'échange informel : le lundi, le mercredi en journée continue, le vendredi soir et le samedi midi ou après-midi,
- D'autre part, le questionnaire a fléchi une demande d'animation en termes de conférences, expositions, débats et partages de lectures en soirée. Il est à noter que les animations organisées le vendredi soir rencontrent un vif succès, en particulier auprès des classes d'âge les moins représentées à la bibliothèque (adultes de plus de 45 ans), qui manifestent leur intérêt pour les animations culturelles (conférences, expositions, partages de lectures) et les soirées jeux. Des animations sont également souhaitées pendant les vacances.

Profitant d'un appel à projets lancé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Commune envisage donc d'élargir les horaires réguliers d'ouverture « tout public » afin de passer de 17h à 26h hebdomadaires, en adaptant l'offre aux besoins des usagers.

Pour information, les bibliothèques voisines ont prévu une extension d'horaires le samedi après-midi pour Taluyers, et le dimanche matin, pour Orléanas.

Il est prévu pour la Commune de Soucieu-en-Jarrest :

- L'ouverture du mercredi en journée continue pour répondre à une demande de la population, qui fréquente l'école de musique et les activités associatives du quartier,
- L'ouverture du samedi midi jusqu'à 13h correspondant à une demande des actifs,
- L'ouverture du lundi après-midi pour permettre aux adultes de venir sur un temps calme, et offrir une mixité avec les anciens qui se réunissent dans une salle proche. Elle pourrait aussi entraîner la mise en place des animations entre adultes disponibles, jeunes retraités et anciens, voire des animations intergénérationnelles avec les classes des écoles voisines,
- Un rendez-vous nocturne mensuel, le vendredi soir de 20h à 22h environ, permettant d'élargir l'offre culturelle pour un public familial ou adulte,
- Les horaires élargis seront maintenus pendant les congés scolaires (hors semaine de Noël) pour bénéficier à tous et permettre des animations spécifiques en direction des personnes ne partant pas en vacances.

L'ouverture de la bibliothèque nécessite deux personnes d'accueil et d'encadrement. Pour ouvrir 9 heures supplémentaires, il faut augmenter la couverture en personnel de 18h en réorganisant les plannings horaires du personnel et en s'appuyant sur l'équipe de bénévoles.

C'est la raison pour laquelle la Commune souhaite solliciter les subventions de la DRAC dans le cadre de son appel à projets. La subvention attendue correspond à une participation de 60% pendant 5 ans pour les dépenses de personnel et d'investissement.

Un plan de financement de l'opération ainsi qu'un état estimatif du programme pluriannuel des dépenses joint en annexe de la délibération sont soumis à l'approbation des membres du conseil municipal.

Le conseil municipal, oui cet exposé, et après en avoir délibéré :

- **VALIDE** le projet d'extension des horaires de la bibliothèque sous réserve que la DRAC participe au financement de cette extension,
- **VALIDE** le plan de financement de l'opération ainsi que l'état estimatif du programme pluriannuel des dépenses joint en annexe de la délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer auprès des services de la DRAC une demande de subvention pour la mise en œuvre de ce projet.

Dans les conditions suivantes :

Pour : 21,

Contre : 0,

Abstentions : 2.



PERSONNEL COMMUNAL

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. MODIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES AUX SERVICES TECHNIQUES.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Vu la délibération en date du 22 novembre 2004 instaurant les astreintes réalisées le week-end par les agents techniques,

Considérant que le fonctionnement initial ne correspond plus au fonctionnement actuel des services techniques,

Lors de la mise en place en 2004 des astreintes (des services techniques), un agent technique était spécialement affecté à la salle d'animation rurale (appelée aujourd'hui Espace Flora Tristan), et de par ces fonctions particulières liées à l'entretien de cette salle, il était d'astreinte un week-end sur 3, les 7 autres agents se répartissant les week-ends restants (soit environ 1 astreinte sur 11).

Aujourd'hui, cet agent n'est plus affecté particulièrement à ce bâtiment, et fait partie intégrante de l'équipe des services techniques, composé de 7 agents au total.

C'est pourquoi, il est proposé que les astreintes soient réparties de manière égale à tous les agents techniques, soit une astreinte toutes les 7 semaines environ. Les autres modalités relatives à l'organisation des astreintes restent inchangées.

Les membres du Comité technique paritaire, réunis en séance du 15 mai 2018, ont émis un avis favorable à l'unanimité.

Le Conseil municipal, oui cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE les modifications proposées.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. FIXATION DE LA REMUNERATION DU PERSONNEL ENCADRANT LES ETUDES SURVEILLEES.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Vu le décret n°66-787 du 14 octobre 1966 fixant le taux de rémunération des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles en dehors de leur service normal,

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu le décret n°2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat,

Vu le décret n°2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation,

Vu l'arrêté du 11 janvier 1985 fixant le taux de rémunération des heures supplémentaires effectuées par certains personnels enseignants à la demande et pour le compte des collectivités locales,

Vu la délibération n°2018050212 du Conseil municipal en date du 2 mai 2018, fixant le règlement intérieur et le fonctionnement des activités du pôle enfance,

Les rémunérations des personnels intervenant dans les écoles du 1^{er} degré pendant le temps des études surveillées, soit les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 16h30 à 18h00 sont fixées comme suit, avec effet au 3 septembre 2018 :

Personnel non enseignant, enseignant : 15,00 € par heure.

Ces bases de rémunération seront appliquées après service fait, aux personnels enseignants ou non, assurant ces missions pour le pôle enfance de la Commune de Soucieu en Jarrest.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE les rémunérations proposées.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Suite à la réorganisation des services techniques, il convient de remettre à jour le tableau des effectifs.

Il est au proposé au Conseil Municipal :

- Dans la filière technique :
 - De créer, à compter du 1^{er} novembre 2018, un poste d'adjoint technique, à temps complet,
 - De supprimer :
 - . le poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps complet, créé par délibération du 11/04/2011, à compter du 1^{er} novembre 2018,
 - . le poste d'adjoint technique, à temps complet, créé par délibération du 08/11/2010, à compter du 1^{er} décembre 2018.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** les modifications proposées.



VIE ASSOCIATIVE

OBJET : ESPACE FLORA TRISTAN : REVISION DES TARIFS, DU REGLEMENT INTERIEUR ET DE LA CONVENTION D'UTILISATION.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, rappelle que depuis sa création, l'espace Flora Tristan a fait l'objet de différentes délibérations le concernant et qu'il convient, lors de la révision des tarifs, de synthétiser les différents délibérés.

Monsieur Bruno ROBIN propose donc de délibérer sur les modifications apportées au règlement intérieur ainsi qu'à la convention d'utilisation et de se prononcer sur la révision des tarifs.

Pour mémoire, les tarifs actuels de l'espace Flora Tristan sont :

MODULES	Module 1 Ensemble	Module 2 Ensemble sans coulisses	Module 3 demi-salle	Module 4 Bar	CAUTION
ASSOCIATIONS					
1ère manifestation					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
Vendredi de 09h30 à 24h	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
2ème manifestation					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	225	225	150	120	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	225	225	150	120	1000
Vendredi de 09h30 à 24h	225	225	150	120	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)	300	300	250		1000
PARTICULIERS ET ENTREPRISES DE SOUCIEU					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		330	220	165	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		200	140	110	1000
Vendredi de 09h30 à 24h		300	200	165	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)		660	440	300	1000
PARTICULIERS ET ENTREPRISES EXTERIEURS AVEC RECOMMANDATION					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		550	370	280	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		360	245	180	1000
Vendredi de 09h30 à 24h		550	370	280	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)		1100	730	500	1000

Les nouveaux tarifs proposés sont établis comme suit :

MODULES	Module 1 Ensemble	Module 2 Ensemble sans coulisses	Module 3 demi-salle	Module 4 Bar	CAUTION
ASSOCIATIONS					
1ère manifestation					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
Vendredi de 09h30 à 24h	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	1000
2ème manifestation					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	225	225	150	120	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)	225	225	150	120	1000
Vendredi de 09h30 à 24h	225	225	150	120	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)	300	300	250		1000
PARTICULIERS ET ENTREPRISES DE SOUCIEU					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		330	220	165	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		200	140	110	1000
Vendredi de 09h30 à 24h		300	200	165	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)		660	440	300	1000
PARTICULIERS ET ENTREPRISES EXTERIEURS AVEC RECOMMANDATION					
Journée 8 h à 20 h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		600	400	330	1000
Soirée de 15h à 24h (lundi, mardi, mercredi, jeudi) des vacances scolaires)		400	270	220	1000
Vendredi de 09h30 à 24h		600	400	330	1000
week end (samedi matin - dimanche soir 22h)		1200	800	600	1000

Il est précisé que le tarif de la location de la régie « son et lumière » ainsi que la caution de la régie ne sont pas modifiés à savoir : 150.00 € de location et 1 000.00 € de caution.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le règlement intérieur et la convention afférente,
- **APPROUVE** l'instauration des nouveaux tarifs présentés à compter du mardi 1^{er} janvier 2019,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.



OBJET : AUTORISATION DU DROIT DES SOLS (ADS) – APPROBATION DE LA CONVENTION DE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'INSTRUCTION DES ADS ENTRE LA COPAMO ET LES COMMUNES.

Vu la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 mettant fin à la disposition gratuite des services de l'Etat pour l'instruction des autorisations d'urbanisme dans les communes appartenant à des communautés de plus de 10 000 habitants,

Vu la modification de l'organisation des services de la Direction Départementale des Territoires du Rhône (DDT69), notifiée par Monsieur le Préfet du Rhône, par courrier du 23 avril 2014, informant les collectivités de l'arrêt des missions d'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols (ADS) par les services de l'Etat au 1^{er} septembre 2014.

Vu la convention initiale conclue entre la COPAMO et le Syndicat de l'Ouest Lyonnais (SOL), en date du 15 septembre 2015, définissant les missions d'instruction de ces dossiers ainsi que les conditions de remboursement par la COPAMO au SOL à compter du 1^{er} avril 2015,

Vu la convention conclue entre la COPAMO et ses seize communes membres en date du 07 avril 2016 pour les années 2015 et 2016, définissant les conditions de remboursement par les communes à la COPAMO pour financer la mission confiée au SOL à savoir au prorata du nombre d'actes traités au nom de chaque commune, et au cours de l'année civile N+1, la COPAMO en assurant l'avance en année N,

Considérant que les Communautés de Communes, membres du SOL, portent à travers de leur contribution au SOL le remboursement des frais d'instruction des demandes d'Autorisation du droit des sols réalisées par le SOL,

Considérant qu'il y a lieu de reconduire cette convention à partir de l'année 2017,

Monsieur Michel JARICOT, Adjoint au Maire, expose que suite à la modification de l'organisation des services de la Direction Départementale des Territoires du Rhône (DDT 69), les collectivités locales ont repris les missions d'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols par les services de l'Etat au 1^{er} septembre 2014.

Ainsi, les élus de l'ouest lyonnais, et notamment ceux de la COPAMO, ont souhaité confier ces missions d'instruction au Syndicat de l'Ouest Lyonnais (SOL). A cet effet, une convention a été conclue entre la COPAMO et le SOL à compter du 1^{er} avril 2015, définissant les missions d'instruction de ces dossiers par le SOL ainsi que les conditions de paiement de cette prestation au SOL. Le montant annuel versé au SOL au titre de ce service est de 60 000 € par communauté de communes.

Par délibération du 23 décembre 2015, la COPAMO et ses communes membres ont approuvé la signature d'une convention limitée dans le temps (2 années, au titre de 2015 et 2016) par laquelle les communes membres remboursent à la COPAMO l'année N+1 l'avance que cette dernière assure pour couvrir le coût de la mission assurée par le SOL pour l'année N, au prorata du nombre de dossiers traités par commune.

Il convient aujourd'hui de renouveler ce dispositif de manière identique, afin que les communes puissent notamment rembourser à la COPAMO en 2018 les actes réalisés en 2017.

Il est donc proposé aux membres du conseil municipal d'approuver une nouvelle convention entre la COPAMO et ses communes membres, ainsi qu'avec la commune de Sainte-Catherine, membre de la COPAMO jusqu'au 31 décembre 2017, pour le remboursement des missions d'instruction des autorisations du droit des sols effectuées par le SOL.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la convention à conclure entre la COPAMO et ses communes membres, ainsi qu'avec la commune de Sainte-Catherine pour l'année 2017, pour le remboursement des missions d'instruction des autorisations du droit des sols assurées par le SOL à compter du 1^{er} janvier 2017,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.



ADMINISTRATION GENERALE

OBJET : SIDESOL - APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2017 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE.

Monsieur Michel JARICOT, Adjoint au Maire, expose :

En tant que membre du SIDESOL, le conseil municipal doit étudier et approuver le rapport annuel de ce syndicat.

Les principaux éléments de ce rapport sont :

- Le service public d'eau potable dessert 25 414 abonnés au 31/12/2017, dont 1 892 à Soucieu,
- La consommation moyenne par abonné est de 141,9 m³ au 31/12/17.
- Le prix au m³ est de 2,31 € soit une légère baisse de tarif (2,32 € en 2016).
- La qualité de l'eau est bonne.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le rapport 2017 du SIDESOL.

OBJET : SIAHVG - APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2017.

Monsieur le Maire expose :

En tant que membre du SIAHVG, le Conseil municipal doit étudier et approuver le rapport annuel de ce syndicat.

Les principaux éléments de ce rapport sont :

- Le service public d'assainissement collectif dessert 3 891 abonnés au 31/12/2017 (3 807 au 31/12/2016) soit une hausse de 2.2%,
- Le service public d'assainissement non collectif dessert 1 654 habitants pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 11 049,
- Le volume d'eau facturé est en hausse de 7,7%,
- Les tarifs de l'assainissement sont stables,
- Les indicateurs de performance sont stables (98,04% en 2016 et 98,3% en 2017).

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** le rapport annuel 2017 du SIAHVG.

Séance levée à 21H40.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 2/10/2018

Bernard CHATAIN
Maire



